

“La prochaine majorité devra entendre les arguments de l’ULB”

■ Le recteur Englert souligne l’ancrage bruxellois de l’ULB et continue à contester l’expansion de l’UCL dans la capitale.

Entretien Laurent Gérard

Durant l’année académique écoulée, l’Université libre de Bruxelles a mis à l’honneur son appartenance bruxelloise, sous la bannière “Bruxelles, capital(e) étudiant(e)”. Pour l’an prochain, la thématique choisie est celle des diversités. Le recteur Yvon Englert revient sur cette année bruxelloise.

Si l’ULB a mis en avant son ancrage bruxellois, c’est “d’abord parce que nous sommes historiquement une université bruxelloise, même si nous sommes aussi présents à Charleroi. Ensuite, parce que Bruxelles est une extraordinaire tête de pont vers l’international, qui est le premier enjeu des universités aujourd’hui. Et puis parce que la collaboration avec la VUB est très importante. Enfin, parce que l’université doit être un acteur social dans la cité. Bruxelles est très importante dans notre stratégie. C’est notre ADN.”

Un mégaprojet de 55 000 m² aux Casernes à Etterbeek

Aujourd’hui, Yvon Englert veut croire que l’apport de l’ULB à Bruxelles est plus grand qu’il y a un an. “On a pris des initiatives pour répondre à des besoins de

la ville. On a approfondi notre projet Schola de soutien aux élèves en difficulté. On a créé l’université des enfants, qui a permis à 300 jeunes de 6 à 12 ans et de tous les milieux sociaux de venir, un samedi matin, suivre des cours sur les volcans, les gros mots ou le code génétique. De cette façon, ils savent que l’université leur est ouverte, quelle que soit leur origine. Cela renforce par ailleurs leur extraordinaire passion pour la connaissance. Et cela incite les profs à s’interroger sur la manière dont ils s’adressent à l’auditoire qu’ils ont en face d’eux. L’an prochain, cela concernera 1 500 enfants.”

L’investissement de l’ULB à Bruxelles passe également par l’immobilier. D’abord, via la création de kots étudiants. “De 2012 à 2018, nous serons passés de 1 200 à 4 700 logements.” Ensuite, dans un mégaprojet, avec la VUB, sur le site des Casernes de la police fédérale à Etterbeek. “C’est un lieu incroyable, sur 55 000 m², s’enthousiasme le recteur.

Nous y prévoyons une cité internationale, une cité étudiante, un incubateur d’entreprises tourné vers le digital et l’intelligence artificielle, une start-up d’étudiants entrepreneurs, un lieu d’accueil de professeurs étrangers, un cinéma, peut-être aussi une ferme ur-

baine afin de développer les circuits courts... ainsi que des logements, étudiants mais pas seulement. On ouvrira ce lieu sur la ville. Je voudrais aussi y exposer de l’art contemporain, pour valoriser les magnifiques espaces extérieurs. La première partie pourrait être inaugurée en 2022. On attend la signature. Le fédéral vend le terrain de la police fédérale à la Région bruxelloise. Et

le financement vient de Beliris (fonds du fédéral pour Bruxelles). L’ULB et la VUB apporteront quelques millions. Il y a aussi un subside Feder (UE) et des partenariats avec le privé.”

De beaux projets que la crise politique actuelle fait passer au second plan. Là, le P^r Englert se montre plus inquiet. “Le problème, c’est l’absence d’un interlocuteur politique en pleine possession de ses moyens. Nous attendons des décisions importantes concernant par exemple la formation initiale des enseignants, les nouvelles habilitations ou la simplification administrative du décret Paysage.”

L’éjection du PS du gouvernement pourrait par ailleurs priver l’ULB de son meilleur allié contre la fusion annoncée de l’UCL et Saint-Louis. “Dans un gouvernement, les universités doivent pouvoir trouver un interlocuteur qui respecte les différents partenaires. Si le CDH n’est pas dans la coalition suivante, ce sera plus périlleux pour mes opposants que pour moi si le PS est remplacé par le MR. J’ai essayé de convaincre que, la bonne logique, ce n’est pas les piliers, mais bien l’association géographique pour éviter la concurrence. Je n’ai pas été entendu. Mais le prochain gouvernement, quel qu’il soit, devra entendre les arguments de l’ULB. Dans un pays normal, non clivé sur les aspects philosophiques, Saint-Louis aurait fusionné avec l’ULB si elle avait voulu fusionner avec quelqu’un. Rationnellement, c’est évident. L’ULB lui a tendu la main. Le pilier a fait qu’il n’a pas fait ce choix. Et, pour l’UCL, il s’agit d’une politique d’expansion qui crée de la concurrence dans l’enseignement, ce qui est une façon de gaspiller les moyens. C’est d’autant plus dommageable dans un contexte où le financement des universités est très mauvais.”

“Dans un pays normal, Saint-Louis aurait fusionné avec l’ULB.”

Yvon Englert
Recteur de l’ULB.

Gouvernance

Les étudiants pourraient élire le prochain recteur de l’ULB

Réforme. Alors que les recteurs de la plupart des universités de Wallonie et de Bruxelles sont élus par l’ensemble de la communauté universitaire (professeurs mais aussi étudiants et personnel administratif, technique et de gestion,

certes avec un poids variable), à l’ULB, seul le corps académique est autorisé à prendre part au vote.

Mais cela pourrait changer. Le 10 juillet, le sujet de l’ouverture du vote à tous sera pour la première fois à l’ordre du jour de l’assemblée plénière (réunion du conseil d’administration et du conseil académique) de l’ULB, confie Yvon Englert. Le cas échéant, la modification de la procédure vaudrait pour la désignation du successeur du D^r Englert, en 2020. **L. G.**